



21 décembre 2011

*Pas question d'attendre les présidentielles,
il faut s'engager résolument dans les luttes*

Le mouvement engagé depuis maintenant une semaine par les agents de sécurité des aéroports sur les salaires et les conditions de travail, est révélateur de la collusion étroite entre pouvoir et patronat.

Celles et ceux qui luttent pour de meilleures conditions de vie se voient accusés de « preneurs d'otages », on n'est pas loin de les traiter de terroristes !!! Le flot de haine véhiculé par le pouvoir à l'encontre de ce mouvement, n'a pas l'effet escompté. L'action, déjà puissante et massive se renforce. S'appuyant sur la gêne causée aux usagers, le gouvernement tente de s'attaquer au droit de grève dans les entreprises du privé après avoir bien écorné ce même droit dans le secteur public. Le capital n'aime pas qu'on touche à ses profits et le pouvoir est là pour lui donner un coup de main.

Lorsque les grands groupes capitalistes licencient, comme dans l'automobile (Peugeot) ou dans l'énergie (Areva), les ministres accourent pour expliquer le bien fondé des mesures prises. C'est l'histoire simple du capital contre le travail.

Et pendant ce temps, les candidats aux présidentielles cumulent les visites dans les entreprises ou les voyages à l'étranger pour expliquer... qu'il faut s'adapter à la « crise ».

F. Hollande est partout... pour ne rien dire sur les conditions de vie, salaire, emploi, besoins fondamentaux. Il a bien quelques propositions sur la retraite, mais c'est pour reculer les conditions de départ et modifier son financement en faisant de nouveaux cadeaux aux patrons. Il a bien tenté des propositions sur l'éducation nationale, mais aujourd'hui... il réfléchit.

Invité au congrès du Parti Social-Démocrate en Allemagne, il déclare dans son discours « vous avez fait (le gouvernement allemand) des réformes importantes en Allemagne, en France, elles tardent trop ». Les « réformes » dont parle Hollande sont : le recul de l'âge de départ en retraite, la baisse des pensions et les lois sur le chômage partiel qui font des ravages dans la population.

Ces propos ont le mérite d'être clairs, ils sont d'ailleurs confirmés par M. Sapin, ancien ministre des finances, le maître à compter et à penser de F. Hollande qui déclare dans le journal « Les Echos » : il faut « redonner de l'efficacité aux marchés » autrement dit, le capital ne va pas assez loin, et il précise « il faut

travailler (le programme du P.S) comme si il n'y avait pas de marge de manœuvre ». Pas question de toucher aux profits capitalistes.

Hollande s'agite pour expliquer sans le dire, que rien ne changera après les présidentielles, le peuple continuera à payer la « crise ».

Mais il n'est pas le seul, tous les candidats s'inventent des « différences » pour éviter le débat de fond. Ils se sont tous précipité sur le slogan « acheter français » ou « produire français » selon les candidats, mais aucun, de Sarkozy à Hollande, en passant par Bayrou, Le Pen ou Mélenchon, n'a abordé la question essentielle de la propriété des moyens de production. Ce n'est pas une surprise, le contraire l'aurait été.

Comment empêcher les suppressions d'emplois, les délocalisations, la désindustrialisation si l'appareil productif et financier reste aux mains du capital ? Aucun n'en parle parce qu'ils sont tous d'accord pour préserver, aider ou aménager ce système économique qui fait pourtant preuve tous les jours de sa dangerosité pour les peuples.

Aucune illusion à se faire sur ces candidats qui ne changeront rien à la situation, parce qu'ils ne s'attaquent pas à la véritable cause des problèmes : l'existence du capitalisme.

La seule voie possible, c'est la lutte contre ce système. Un seul parti fait cette proposition : c'est « Communistes »

L'histoire du mouvement ouvrier des peuples du monde nous le rappelle quotidiennement, rien ne changera sans luttes pour supprimer le capital.

www.sitecommunistes.org